



**LES DOCTORIALES
DU
LADYSS**

MARDI 1^{ER} DECEMBRE 2020

09H – 12H

UNIVERSITE PARIS 7



MARDI 1^{ER} DECEMBRE 2020 – 9H
UNIVERSITE PARIS 7 – BATIMENT OLYMPE DE GOUGES
Salle LAPLANCHE (5^e étage) – Participation libre

Les Doctoriales du Laboratoire du LADYSS recouvrent des champs de recherche variés autour de l'analyse croisée des dynamiques sociales et de la recomposition des espaces et témoignent de l'interdisciplinarité en réunissant des chercheurs de différentes disciplines (géographique, biogéographie, économie, sociologie, anthropologie, sciences politiques...).

Au cours du parcours de thèse, l'exercice des doctoriales permet à des doctorants de présenter leur travail devant un public élargi composé d'autres doctorants et de chercheurs plus aguerris. C'est pour eux l'occasion de faire un point sur l'avancement de leur travail, particulièrement utile en fin de première année ainsi qu'au moment du démarrage de la rédaction de la thèse.

Les doctoriales constituent des moments importants de la vie du laboratoire au cours desquels les jeunes chercheurs font connaître leurs travaux et peuvent en retour bénéficier des remarques, conseils ou questionnements émis à cette occasion. C'est en même temps un moment de brassage, de réflexion scientifique et d'ouverture sur de nombreux sujets, très enrichissant pour tous les participants.

Les modalités étant les suivantes : Présentation libre, limitée à 15 mins par doctorants + 15 à 20 mins de questions et d'échange.

Dans le cadre du respect des règles sanitaires et afin de compter sur la participation du plus grand nombre, cette séquence des Doctoriales combinera deux formats : présentiel et distanciel.



PROGRAMME

Chaque intervenant présentera son travail en une quinzaine de minutes, une présentation suivie d'un temps d'échange avec la salle.

1. Mamadou Oumar Sow / Université Paris 10

Pollution de l'air et inégalités sanitaires dans les villes africaines : sources, mesures objectives et perceptions des populations dans l'agglomération de Dakar.

2. Rachida Larinouna / Université Paris 7

Institutionnalisation des instances de démocratie participative : Processus d'appropriation des acteurs dans les systèmes de gouvernance urbaine - Cas d'Alger-Centre -

3. Morgane Retière / Université Paris 8

Politiques publiques et approvisionnement "durable" de la restauration scolaire : un levier de la transition écologique des systèmes agroalimentaires ? Comparaison de deux grandes métropoles en France et au Brésil, l'Île-de-France et la région métropolitaine de São Paulo.

4. Aurélien Gabriel Cohen / Université Paris 7

Le vivant et le marché. Penser le problème des incertitudes légitimes dans les pratiques agroécologiques contemporaines.

RESUMES DES PRESENTATIONS

1. Mamadou Oumar Sow :

Dans les pays du nord comme du sud, les grandes villes connaissent une dégradation de la qualité de l'air qui accentue les inégalités sanitaires. Ces dernières sont plus prononcées dans les espaces très denses où sévit une urbanisation spontanée, caractérisée par l'accumulation de facteurs de vulnérabilités environnementaux et sociaux (cohabitation de zones d'habitat, densité du trafic routier et des industries, pauvreté, etc.) à l'exemple des villes ouest-africaines.

Dakar, avec 3 835 019 habitants, est une métropole macrocéphale (0,28% du territoire national pour 23% de la population du pays) de l'Afrique de l'Ouest. En concentrant 80 % de l'industrie nationale, elle est marquée par un accroissement du parc automobile, l'utilisation de combustibles solides pour la cuisson, les tempêtes de sable dues à l'Harmattan, une forte inondation, etc. Avec ces mutations, on assiste à un accroissement de l'exposition à la pollution de l'air dont on sait qu'elle est associée au développement de maladies respiratoires et cardiovasculaires surtout chez les populations à faible revenu. Il existe des lacunes dans la production de connaissance autour de ce sujet qui intègre les représentations locales surtout en Afrique subsaharienne francophone.

Chaque discipline a ses propres démarches, l'approche géographique confronte le fait sanitaire à la combinaison de facteurs sociaux, environnementaux et politiques et permet de ressortir les inégalités à différentes échelles, du quartier à la ville. Notre projet de thèse, en s'inscrivant dans cette approche, s'intéresse à la pollution atmosphérique comme marqueur des inégalités de santé et des modes de production de l'espace urbain dans les grandes villes africaines. L'objectif général de ce travail sera de repérer les inégalités de santé qui peuvent être associées aux inégalités d'exposition à la pollution, d'en identifier les principaux déterminants et leurs représentations par la population. Il s'agit d'une démarche mixte de collecte de données quantitatives et qualitatives à partir des enquêtes sur le terrain et leurs traitements statistiques et cartographiques avec la collaboration des laboratoires mixtes internationaux : UMI 319 (Environnement, Santé, Sociétés) et l'UMI UMMISCO à Dakar.

2. Rachida Larinouna :

L'exercice du pouvoir urbain s'est longtemps focalisé sur les rapports « centre-périphérie », dans une logique cloisonnée. Aujourd'hui, nous assistons à l'émergence de nouveaux acteurs, donnant lieu à une configuration « arée » du pouvoir urbain, passant outre les clivages État-collectivités territoriales.

Le vocable Gouvernance Urbaine – aux contours relativement flous – englobe ce mode d'administration et de gestion novateur, basé sur une logique participative qui intègre diverses parties prenantes, induisant la construction de coalitions d'acteurs et d'actions collectives. L'impulsion de ces nouveaux acteurs résulte de leur implication croissante au sein de structures à vocation participative visant un *empowerment* de la population (B, Jouve, 2007).

La communication proposée questionne les processus d'appropriation adoptés par les différents acteurs, face à l'institutionnalisation des instances de démocratie participative dans les systèmes de gouvernance urbaine. Comment s'opère l'appropriation des mécanismes d'intégration de la société civile, visant l'ouverture des arènes décisionnelles ? Comment influe-t-elle sur l'exercice du pouvoir urbain ?

Notre étude place la focale sur le défi démocratique, à travers une approche contextualisée, traitant du cas d'Alger-Centre. Elle examine deux aspects issus de la littérature (P. Le Galès, 2003, C. Lefèvre, 2013) : la régulation communautaire et l'action publique. Le premier, analyse des structures associatives et collectifs citoyens existants pour évaluer leur ancrage démocratique et leur poids dans les systèmes de gouvernance urbaine. Le second, tente d'étudier la dimension institutionnelle via l'analyse des modalités de coordination et de coopération des acteurs dans la construction et mise en œuvre de la politique de la ville.

3. Morgane Retière :

Face à la crise du modèle agroalimentaire productiviste, de nombreuses expériences locales d'écologisation des systèmes agroalimentaires sont documentées dans la littérature. Toutefois, les modalités du changement d'échelle continuent de faire débat. La commande publique, par les volumes qu'elle représente et la possibilité d'encadrement par les pouvoirs publics, est vue, dans un nombre croissant de pays, comme un levier économique pour structurer des filières agricoles "durables". C'est ce dont témoigne l'évolution des politiques publiques qui orientent la restauration scolaire, que nous abordons en mettant en regard le Brésil, pionnier en la matière, et la France.

Mais tous les territoires ne sont pas égaux face aux possibilités de transition. L'approvisionnement des grandes villes, s'il est incontournable pour faire masse, pose les questions de la distance géométrique et relationnelle entre consommation et production, mais aussi du rôle des acteurs intermédiaires.

Nous nous intéressons ainsi à la mise en œuvre locale des politiques nationales qui incitent à l'approvisionnement « durable » des cantines. À partir d'une vingtaine d'études de cas dans deux grandes régions métropolitaines, l'Île-de-France et São Paulo, nous étudions les circuits alternatifs mis en place à l'échelle municipale ou intercommunale. Afin de structurer la réflexion, trois idéaux-types décrivent les formes d'encadrement qui se dessinent : i. adaptations à la marge des systèmes dominants et maintien des circuits de la spécialisation agricole ; ii. émergence de nouveaux réseaux qui se structurent à l'échelle régionale sous l'impulsion de la commande publique ; iii. activation de réseaux locaux faits de relations directes et d'une action sur le foncier municipal.

4. Aurélien Gabriel Cohen :

Cette présentation se concentrera sur le dernier axe, encore en chantier, d'une recherche de philosophie des sciences et de géographie environnementale qui s'articule autour du problème de la certitude et de l'incertitude dans les sciences et les pratiques agricoles, dans la tradition pragmatiste initiée par John Dewey. L'objet principal de cette recherche est de comprendre et de cartographier les modalités de la relation de l'agriculture française, depuis la modernisation agricole,



aux incertitudes relatives aux dynamiques relationnelles, comportementales et évolutives du vivant. En partant de l'hypothèse que le tournant agroécologique contemporain participe d'une relégitimation d'incertitudes qui avaient été rendues illégitimes par l'agronomie modernisatrice, nous essayerons d'esquisser, dans une perspective d'écologie politique, les conditions de ce transfert de légitimité depuis les aléas du marché vers les incertitudes du vivant, en examinant plus particulièrement comment des dispositifs de coopération, de socialisation et de mutualisation de l'incertitude peuvent permettre la réappropriation collective des moyens d'expérimentation et l'invention de pratiques agricoles émancipatrices avec les autres qu'humains.